

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIRSCH France ex PLACOPLATRE

ZI de Leveau - 1602
38200 Vienne

Références : 2024-Is042T2
Code AIOT : 0006103240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement HIRSCH France ex PLACOPLATRE implanté ZI de Leveau 1602 38200 Vienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée le 11 juin 2024 a donné lieu à deux rapports d'inspection :

- le présent rapport qui traite de diverses thématiques et s'inscrit dans l'exercice du plan pluriannuel de l'inspection,
- un second rapport qui s'inscrit dans la mise en œuvre d'une action nationale sur la prévention des pertes de granulés de plastique industriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH France ex PLACOPLATRE
- ZI de Leveau 1602 38200 Vienne
- Code AIOT : 0006103240
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site visé par le présent rapport est une usine de production de polystyrène expansé de la société Hirsch France qui compte 4 autres sites de production. Près de 25 personnes travaillent sur le site de Vienne dont la production s'élevait à 231 000 m³ lors de la saison 2023/2024.

Le polystyrène expansé produit est destiné à des usages en construction, principalement dans le bâtiment comme isolant ou dans les travaux publics comme remblais spéciaux.

Le site est réglementé par différents arrêtés parmi lesquels :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du n°2000.4476 du 28 juin 2000 ,
- l'arrêté préfectoral du 11/03/2024 actualisant le tableau d'activités de l'installation
- l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 4.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.3.16	Demande d'action corrective	3 mois
7	Matériel électrique et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.6	Demande d'action corrective	2 à 12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 1	Sans objet
3	Collecte et rejets des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.2.2	Sans objet
5	Légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.a)	Sans objet
8	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur différentes thématiques : la situation administrative du site, la

gestion des effluents aqueux, la gestion du risque légionelle et du risque accidentel.
Quelques non-conformités ont été identifiées à l'occasion de cette visite, et nécessitent la mise en œuvre par l'exploitant d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Le tableau d'activité de l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-22 du 27 avril 2023 portant mise à jour du tableau des activités des installations exploitées par la société HIRSCH FRANCE au 1602 Z.I. de Leveau sur la commune de Vienne (38200) est remplacé par me tableau ci-dessous :			
N° rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
2661.1.b)	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/ j mais inférieure à 70 t/ j (E)	Unité PSE La capacité de production des installations d'expansion, de moulage, de découpe et de traitement par extrusion des poussières est de 25 t/j	E
2661.2.a)	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 2. Par tout procédé	Transformation mécanique du polystyrène expansé La capacité de broyage/déchetage et d'usinage du PSE est de maximum 25 t/j	E

	exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j (E)		
2663.1.a)	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 2 000 m ³ (E)	Stockage des produits plastiques Le volume de produits finis plastique présent sur site est de : - 3000 m ³ de plaques de polystyrène expansé, - 5000 m ³ de blocs de PSE, - 3600 m ³ de matières pré-expansée ou broyée, Soit un volume total de 11 600 m³ (maximum, 15 000 m³)	E
2662.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (D)	Le volume de produits finis plastique présent sur le site est de : - 660 m ³ (ou 396 t) de billes de polystyrène expansible, - 20 m ³ de film polyéthylène Soit un volume total de 680 m³	D

2714.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ (D)</p>	<p>Le volume maximal de déchets de polystyrène expansé présent dans l'installation est de 950 m³</p>	D
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et</p>	<p>Installation ds de combustion Puissance chaudière (production de vapeur d'eau) : 4.72 MW</p>	DC

	<p>des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>		
2921.1.b)	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement</p>	<p>Tour aéroréfrigérante</p> <p>L'installation est constituée d'une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 1279 kW</p>	DC

	<p>évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)</p>		
4718.2.b)	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)</p> <p>(*) Une station d'interconnexion d'un</p>	<p>La capacité totale de stockage de la citerne ne dépasse pas 32 tonnes.</p>	DC

	réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre de la rubrique 4718		
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un historique de ses volumes annuels de production, dont le maximum a été atteint en 2019. Le volume moyen quotidien de production en 2023 était de 13,5t/j, ce qui est inférieur aux volumes associés aux rubriques ICPE 2661.1.b) et 2661.2.a) dans le tableau d'activités de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une extraction de ses volumes de plastiques stockés (matière première, matière pré-expansée, blocs de polystyrène et produits finis). Le 10 juin l'état des stocks était de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 616 m³ de produit fini pour une valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral de 3000 m³, - 4410 m³ de blocs de PSE pour une valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral de 5000 m³, - 1519 m³ de matière pré-expansée pour une valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral de 3600 m³, - 256 tonnes de billes de polystyrène expansible pour une valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral de 396 tonnes. <p>L'inspection a constaté la présence de déchets de polystyrène destinés au recyclage, le volume de ce stock est réparti entre 30 m³ de PSE gris et 100 m³ de PSE blanc, ce qui est bien inférieur au volume maximal autorisé de 950 m³.</p> <p>L'inspection a constaté sur site que l'unique chaudière est dotée d'une puissance utile (ou nominale) de 4,73 MW, d'après la plaque équipant l'appareil.</p> <p>La puissance de la tour aéroréfrigérante est bien de 1279 KW, comme en atteste un rapport de conformité daté du 16/10/2018.</p> <p>L'inspection a constaté sur site la présence de la citerne de 32 tonnes réservée au stockage de GPL. Son volume est de 73 000 litres et le GPL y est stocké sous une pression de 16 bars.</p> <p>L'ensemble des seuils mentionnés dans le tableau d'activité du site sont respectés et les rubriques ICPE visées sont cohérentes avec les activités exercées sur le site.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/04/2010, article 3.1 de l'annexe I et Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 4.3.2

<p>Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 15 avril 2010</p> <p>3. 1. Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; — les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; — les secteurs collectés et les réseaux associés ; — les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; — les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Arrêté Préfectoral du 28/06/2000</p> <p>4.3.2. - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection deux plans des réseaux incomplets et incohérents, le plus récent daté de 1999. Ce dernier présente le réseau des eaux pluviales et un certain nombres d'éléments (regards, séparateur hydrocarbures bassins) mais il n'est pas à jour.</p> <p>L'inspection a par exemple constaté sur site la présence de « puits incendies » : en ouvrant l'un d'eux l'inspection a constaté qu'il était bouché mais qu'une canalisation y aboutissait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan des réseaux devra être mis à jour dans un délai de 6 mois.</p> <p>Le contenu de ce dernier devra répondre aux prescriptions susmentionnées.</p> <p>Le plan des réseaux devra en particulier faire apparaître le réseau d'alimentation en potable, les réseaux de rejet des eaux industrielles (eaux de purges de la chaudière et de la TAR) des eaux sanitaires et des eaux pluviales.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Collecte et rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : 4.2.2 Les eaux pluviales (et les purges) Ces eaux devront être traitées avant rejet par un dispositif apte à retenir les hydrocarbures.
Constats : L'inspection a pu visualiser le point de rejet des eaux pluviales du site, l'aspect de ce dernier était satisfaisant (transparent, pas d'odeurs et de matières en suspension). L'ensemble des eaux pluviales de toitures sont canalisées, et renvoyée vers un bassin équipé en amont d'un séparateur de matières en suspension et en aval d'un séparateur hydrocarbure avant qu'elles ne soient rejetées dans le réseau des eaux usées de la ville. Les eaux de purges de la chaudière et de la TAR sont également rejetées vers ce bassin, un point de prélèvement équipe la TAR et la chaudière sous la forme de robinets. L'exploitant a présenté à l'inspection la dernière facture relative au nettoyage du bassin des eaux pluviales, datée du 20/04/2024 et qui inclut le nettoyage du séparateur. L'exploitant a également présenté le bordereau de suivi de déchet n° BSD-20240410-YD0RD789M, attestant de l'élimination des eaux issues de l'opération de nettoyage dans une installation habilitée à traiter des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Légionelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : 3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le

personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

L'exploitant a défini une liste de personnes désignées ayant une connaissance de la conduite de la tour aéroréfrigérante (TAR), des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Elle vise une personne référente au sein de l'établissement et une personne extérieure chargée d'intervenir sur la TAR. L'exploitant a indiqué à l'inspection que seule cette personne extérieure à l'établissement intervient directement sur la TAR du site.

L'inspection a constaté l'affichage des personnes autorisées à intervenir sur la TAR et désignées par le chef d'établissement sur cette la TAR.

L'exploitant a transmis l'ensemble des attestations de formations à l'inspection des personnes susceptibles d'intervenir sur la TAR :

- Le chef d'établissement,
- Une personne référente au sein de l'établissement,
- La personne extérieure chargée d'intervenir sur la TAR et d'effectuer les prélèvements.

Elles sont datées de 2022 et de 2024, ces dernières doivent être renouvelées tout les 5 ans.

Le plan de formation (voir dernier alinéa du 3.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013) n'a pas été présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en forme un plan de formation, tel qu'il est prescrit au dernier alinéa de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Légionelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.7.II.1.a)</p> <p>II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les coordonnées de l'installation ; – la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; – la date du prélèvement ; – les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pris connaissance des déclarations relatives à la surveillance des légionelles de l'établissement; aucun dépassement n'a été déclaré en 2023 et 2024. L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure mise en place en cas de dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. Elle reprend les étapes mentionnées à l'article 3.7.II.1.a).</p> <p>L'exploitant a transmis l'AMR datée du 27/10/2022 à l'inspection, elle devra être renouvelée au cours de l'année 2024 en application de l'article 3.7.II.1.a) de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.3.16
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosive ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection la présence de zones à risque incendie dans le périmètre de l'installation à partir d'un plan. Il est interdit de fumer sur l'ensemble du site à l'exception d'une zone dédiée, éloignée des zones à risques. L'inspection a constaté qu'une zone ATEX était signalée sur le site au sein d'une machine. L'inspection n'a pas constaté le signalement de l'ensemble des zones incendies sur le site. Des détecteurs de pentane sont présents sur le site mais l'inspection n'a pas constaté le signalement d'une zone à risque explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra représenter sur un plan les zones à risques qu'il recense et mettre en cohérence la signalisation de ces risques sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Matériel électrique et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique et de sécurité
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 septembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats :

<p>L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport annuel de vérification des installations électriques. Ce dernier est réalisé en application de l'article R.4226-16 du code du travail (l'arrêté du 20 septembre 1988 est abrogé). Ce rapport fait état de 18 observations dont 14 déjà signalées.</p> <p>L'exploitant a également transmis un rapport relatif à un contrôle par thermographie infrarouge de certains équipements daté du 07/06/2024. 6 anomalies y sont pointées avec des préconisations d'action. Deux d'entre elles sont des anomalies qui avaient déjà été détectées; aucune anomalie nécessitant une action immédiate n'a été détectée lors de ce contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les préconisations qui lui ont été adressées dans les deux rapports transmis à l'inspection, suivant les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux mois pour les actions préconisées à la fiche n°4 du rapport du 07/06/2024, - D'ici un an dans les autres cas.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 à 12 mois</p>

N° 8 : Ventilation des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux seront convenablement ventilés. La concentration en pentane sera toujours inférieure au quart de la L.I.E.. Un système de détection et d'alarme adapté aux risques et judicieusement disposé sera mis en place dans les zones présentant les plus grands risques d'accumulation de pentane. Le franchissement du seuil d'alarme (1/4 LIE) entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service d'une ventilation additionnelle. L'alarme doit être retransmise dans un emplacement occupé en permanence (poste de contrôle des installations ou poste de gardiennage). Les systèmes de détection et d'alarme sont régulièrement contrôlés. Les résultats des contrôles sont enregistrés sur un support adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a visualisé deux des huit détecteurs de pentane situés sur le site. Ils sont placés au ras du sol afin de tenir compte du comportement du pentane en cas de fuite et ils sont placés dans les zones où les fuites sont susceptibles de se produire.</p> <p>L'inspection a également pris connaissance du dernier rapport d'intervention effectué par un organisme extérieur. L'intervention date du 13/05/2024 et indique que 8 détecteurs de pentane sont présents sur site et qu'aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

